

Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**CANTON DE
CARCASSONNE
VILLE**

**Le présent document est publié sous licence
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au
personnel des Archives Départementales de l'Aude,
qui ont rendu ces travaux possibles.*

Une démarche volontariste et démocratique du CESE

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'économie est au cœur des cahiers de doléances

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

La sensibilité aux questions environnementales est prégnante

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

Et maintenant ?

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

CAHIERS DE DOLÉANCES

CARCASSONNE-VILLE

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.

Cahier citoyen

« CARCASSONNE » - « 11069 »

« 11000 »



DOLEANCE - GRAND DEBAT NATIONAL : A : lemaire 02/02/2019
19:26

THEME : LA RETRAITE - LA DEMANDE DE LIQUIDATION DE PENSION

Concernant le dossier de demande de retraite:



Pour un poly pensionné c'est littéralement le parcours du combattant.

le délai exigé de 6 mois avant la date de liquidation ne suffit pas à l'instruction du dossier.

Les différentes caisses : CARSAT CNRACL ARGIC ARCCO IRCANTEC APICIL etc.... ne travaillent pas en lien entre elles et n'ont pas l'intention de le faire quand on leur demande de se mettre en lien ! Du coup chacun fait son instruction dans son coin avec ses propres délais avec ses procédures différentes et le futur retraité se retrouve littéralement ballotté entre les demandes multiples et incohérentes de chaque caisse.

IL existe pourtant une plateforme nationale sensée regrouper la totalité des informations transmises par le demandeur et dont les caisses devraient se servir pour éviter les demandes multiples causes de pertes de temps .

Les simulations faites en amont par la CAISSE NATIONALE des retraites est toujours erronées et à revoir systématiquement à la baisse ce qui induit des espoirs souvent très déçus à l'arrivée et mettent en difficultés les futurs retraités

Les documents demandés par les caisses et qui sont on le comprends obligatoires, sont réclamés par des lettres automatiques sans cesse, entre 2 et 5 fois sans savoir vraiment si elles en ont besoin, ou s'il ne faut plus en tenir compte, ce qui devient de plus en plus angoissant au fur et à mesure de l'avancée du dossier

Le demandeur n'est pas tenu régulièrement (certainement faute de petites mains) de l'avancée de son dossier il attend patiemment une chute qui ne vient pas et qui arrivent le plus souvent après que la personne soit à la retraite !!

aucune visibilité donc du montant de la retraite avant de la prendre, c'est la loterie !!

personnellement mon dossier est instruit depuis 8 mois !! et j'ai été obligé faute d'information de renoncer et retourner travailler pour terminer l'instruction du dossier qui ne correspondait pas à mon parcours professionnel ce qui a occasionné d'autres problèmes de procédure dont je ne suis pas encore sorti... et une violence psychologique incroyable

JE PROPOSE DONC :

- DE LA SIMPLIFICATION !!!
- DES DELAIS D INSTRUCTION RACCOURCIS - il faut plus de personnels
- UN SEUL INTERLOCUTEUR POUR UN SEUL DOSSIER

04/02/2019

- PLUS DE PERSONNES AU TELEPHONE
- MOINS DE TEMPS D ATTENTE SUR LES REPONDEURS !!!!
- DES INFORMATIONS PLUS CLAIRS
- DES EMPLOYEURS EGALEMENT MIEUX INFORMES ou des guichets spéciaux avec des gens formés, tout le monde ne peut pas se payer un avocat spécialisé pour vous sortir de difficultés administrative ou lire la loi et dire le droit.

UN ENORME TRAVAIL EST A FAIRE POUR UN PROCEDURE ACCESSIBLE ET SIMPLIFIEE

MERCI D AVANCE DE FAIRE REMONTER SUR LES DOLEANCES DU GRAND DEBAT

CARCASSONNE

Carcassonne, 24 janvier 2019

11000 Carcassonne

Objet : le grand débat



COURRIER	
N°	201900607
I	DATE 25/01/2019
	CABINET
	SEC. GENERAL
	FINANCES/MARCHES
	PERSONNEL
	URB. HABITAT
	POPULATION
	SYST. INFORMATION
	S. COMMERCIAUX/PM
	REGLEMENTATION
	EDUCATION
	SPORTS
	CULTURE
	SECURITE SOCIALE
	S. D'HYGIENE
	TECHNIQUES

Monsieur le Maire de Carcassonne,

Une consultation territoriale animée par le chef de l'Etat est en cours.

En liminaire, permettez- moi de préciser que je ne cautionne aucun mouvement contestataire. C'est dans un esprit citoyen que je participe à cette consultation si elle a pour objet et pour effet de sauvegarder l'avenir républicain mis en cause.

Je souhaiterais à ce titre que la proposition suivante soit enregistrée au chapitre de la fiscalité directe, c'est-à-dire celle de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux.

« L'exonération traditionnelle des majorations de retraite pour enfants, financées pendant la vie active par retenues contractuelles sur les salaires a été soudainement supprimée par la loi de Finances 2014, sous le gouvernement de François HOLLANDE.

« Cette suppression provoqua bien entendu une surcharge de l'impôt sur le revenu d'une catégorie ciblée de citoyens. Elle les exposa de surcroit, par un effet pervers d'inconséquence, voire d'incompétence, à une surcharge supplémentaire considérable d'impôts locaux. La preuve de cette double peine subie et maintenue depuis 2014 par nombre de retraités des classes dites moyennes peut aisément être apportée.

« La justice fiscale à l'ordre du jour du débat annoncé plaide donc en faveur du rétablissement de l'exonération. »

Recevez, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments citoyens.

PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Prenom : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

Date et signature : 11/11/2011 ETJH

Il existe plusieurs organisations sociales, la république est un nom qui cache en fait un système capitaliste, où les règles du jeu sont truquées, par les plus riches qui exploitent les plus pauvres.

Débattre par essayer de soigner une société malade par sa corruption c'est comme essayer de soigner son cancer en parlant ou en prenant des doliprènes, comme le cancer se soigne parfois grâce à un traitement lourd, le problème de notre société doit être traité avec un traitement lourd d'éradication de la corruption.

Mais ce traitement, ne verra que quand la science spirituelle, philosophique, la sagesse, la compassion, l'altruisme, le paix intérieur, l'amour inconditionnelle, etc... regagnera la grande majorité et que cette nouvelle conscience créera un nouveau monde.

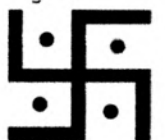
Malheureusement avant que cette paix s'installe sur terre, il faudra encore passer par l'égoïsme, la violence gratuite, la jalousie, la convoitise, la haine, les guerres,

Les représentants de l'humanité doivent être des sages pas des chefs d'entreprises politiciens et corrompus.

Voilà la solution, sachez que ce système existe déjà, mais caché, les sages et les gens de conscience existent et vous regardent avec désolément et compassion.

PAROLES D'ICI ET D'AILLERS.

In Hindu culture, the swastika signifies peace, life, luck and good fortune.





COURRIER	
N°	201901415
I DATE	15.02.19 A
CABINET	A
SEC. GENERAL	
FINANCES/MARCHES	
PERSONNEL	
URB. HABITAT	
POPULATION	
SYST. INFORMATION	
S. COMMERCIAUX/PM	
REGLEMENTATION	
EDUCATION	
SPORTS	
CULTURE	
SERVICE SOCIAL	
S. CIVILE/HYGIENE	
TECHNIQUES	

1000 CARCASSONNE

Monsieur le MAIRE

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89 % selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95 % selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des Etats-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total des 600 000 décès annuel) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire...

Monsieur le Maire à ses respectueuses
salutations

Ma contribution au grand débat national

MES ATTENTES

Une nourriture bio sans TVA pour tous. Manger sain et de qualité, ce ne doit plus être un privilège mais accessible à tous, car manger est un besoin élémentaire et vital.

Tout citoyen doit être considéré égal en droit et en dignité.

Découle en amont de cette démarche :

la Reconversion des terres agricoles vers des cultures sans engrais chimiques ni produits de synthèse. Stop aux produits toxiques qui détruisent la vie, polluent la terre, les airs, les rivières, et nos eaux de boisson, responsables de maladies et de perte de biodiversité. L'agroécologie est capable de nourrir l'humanité entière, elle est reconnue et promue par l'ONU et la FAO.

« Le principe de précaution » doit être appliqué à tout ce qui peut mettre en péril la santé, la planète et la biodiversité. Les centrales nucléaires sont les créations les plus monstrueuses au vu des répercussions en cas d'accidents majeurs. Léguer en héritage à nos descendants des matières extrêmement dangereuses, que sont les déchets nucléaires, hautement radioactifs sur des centaines d'années, et plus pour l'uranium et le plutonium. C'est à mon avis avoir perdu le sens des responsabilités, ou de l'inconscience. Comment peut-on laisser un tel cadeau empoisonné à l'humanité à venir ?

Arrêter au plus vite les centrales électronucléaires.

Éliminer tous les perturbateurs endocriniens.

Supprimer les « causes » des maladies, une manière efficace de lutter contre le déficit de la sécurité sociale, et un mieux vivre. (voir les attentes au-dessus)

Un moratoire sur l'artificialisation des terres agricoles.

Favoriser les petits déplacements en vélo, qui en même temps diminue la pollution et le bruit en ville, tout en facilitant le stationnement. C'est bon pour la santé et c'est économique.

Promouvoir la pratique de la méditation en relation avec des spécialistes, et pour les plus petits, favoriser la relaxation (Cohérence kid) Reconnue scientifiquement pour engendrer une nette amélioration de l'attention, de l'intelligence émotionnelle, des comportements prosociaux et une diminution des conflits.

Proposer aux citoyens intéressés, des formations à la communication non-violente.

Promouvoir une culture de coopération et non de compétition, depuis le primaire jusqu'aux universités et les grandes écoles.

Mettre la finance au service du bien commun et notamment des plus pauvres.

Partageons le travail, pour du travail pour tous et des journées ou semaines moins longues.

Réduire les écarts de revenus. Dénoncer et combattre la spéculation, les paradis fiscaux.

Mettre en place une culture de la démocratie participative et collaborative.

Lors des élections tenir compte des bulletins blancs.

Développer l'économie circulaire et les économies sociales et solidaires.

Limiter de façon drastique et urgente les gaz à effet de serre.

Cela induit une révolution de nos modes de production, de consommation et de pensée.

Construire de petits systèmes résilients à l'échelle locale qui permettront de mieux endurer les chocs économiques, sociaux et écologiques à venir.

Ce qui suit se veut une vision de fond et globale, permettant de compléter mes attentes et de mieux orienter la société et son organisation, pour faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Aujourd'hui nous sommes en train d'hypothéquer l'avenir de l'humanité en surexploitant et dilapidant les ressources limitées de la planète, dont environ 80% de celles-ci sont utilisées par seulement 20% des habitants de la terre. De 7,5 milliards d'habitants aujourd'hui, nous serons aux alentours de 9 milliards dans 30 ans. Les ressources de la terre ne sont-elles pas un patrimoine appartenant à l'humanité entière et à ses descendants ?

Nos façons de vivre, de se développer et de consommer, ne sont pas reproductibles à toute la planète habitée, et de plus, elles hypothèquent l'avenir des générations à venir.

Nos façons de vivre ne sont pas adaptées aux ressources disponibles de notre planète.

Les scientifiques alertent sur l'extinction massive des espèces. L'effondrement de la biodiversité, des animaux et des plantes ont des répercussions en chaîne, et sont la conséquence d'actions humaines. Avec la disparition alarmante des abeilles, c'est notre alimentation même qui à terme est menacée. La vie est en train de s'éteindre.

La destruction de la vie est un crime contre soi-même et contre l'humanité.

Notre choix de développement et nos activités produisent des gaz à effet de serre responsables du dérèglement climatique. Les conséquences dont on commence à voir les effets sont préjudiciables sur le plan économique, social et la qualité de vie. L'augmentation des remboursements des compagnies d'assurance due aux dégâts météorologiques, les catastrophes climatiques en agriculture et les réfugiés climatiques en donnent un début de mesure. Des perturbations météorologiques extrêmes aux répercussions désastreuses s'intensifient.

Notre planète « terre » dont nous dépendons entièrement est notre plus grande richesse, et nous l'avons rendu malade, elle a maintenant une bonne fièvre et sa température n'arrête pas de grimper. L'équilibre fragile de la planète est gravement malmené.

Mettons tout en œuvre rapidement pour stopper ce désastre.

Sur le plan économique, plus de 97% de l'argent qui circule est de l'argent spéculatif, reste seulement 3% pour l'économie réelle. La spéculation, le détournement des règles, l'évasion fiscale, les paradis fiscaux ; les écarts indécentes des très gros salaires face à ceux qui financièrement peinent à finir le mois. Les 26 plus grosses fortunes du monde, ont autant d'argent que la moitié des plus pauvres de la planète. Le creusement des inégalités. Toutes ces pratiques ne peuvent donner cohésion à la société, mais fait naître malaise, dégoût, injustice et révolte.

Le creusement des inégalités et les injustices ne peuvent que développer des révoltes.

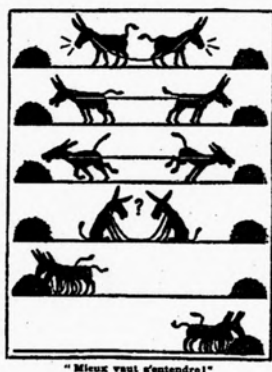
Sur le plan travail, les évolutions techniques, toujours plus rapides, font que les machines produisent de plus en plus avec de moins en moins d'emplois, remettant en cause nos façons de penser le travail et d'en vivre.

Et si nous partageons le travail ? Des journées moins longues et du travail pour tous...

La mondialisation, ce grand marché, cette immense compétition, nous demande pour gagner d'être des battants, toujours plus performants, plus compétitifs et rentables. Dans quelles conditions, au détriment de qui, et jusqu'où ? La concurrence crée un état de surenchère économique et technologique où l'être humain et la nature sont sacrifiés au nom de la rentabilité. La compétitivité comme mode d'éducation et de relation entre les gens, produit des gagnants et des perdants, si ce n'est pas des oppresseurs et des opprimés.

Stress, suicides, dépressions, burn out, perte de sens dans le travail, souffrance parfois d'une hiérarchie pesante et déshumanisée...

Et si on osait la coopération ?



L'histoire de l'évolution humaine a fait que nous sommes passés à un certain moment par des changements profonds. A la préhistoire par exemple, de « cueilleurs-chasseurs » les humains sont devenus « agriculteurs-éleveurs ». Aujourd'hui l'impasse et les limites dans lesquelles nous nous trouvons nous obligent à trouver un nouveau rapport avec la planète, avec les animaux, les plantes et les humains, de mettre en place de nouvelles organisations de vie. C'est-à-dire, de penser autrement, de sortir des normes et des représentations actuelles. Créons un nouvel imaginaire puisque celui qui nous mène aujourd'hui est obsolète, trop destructeur, impropre à garantir la prospérité du futur.

Passons à une autre civilisation...

Peut-on avancer ensemble vers ce qui élève les esprits et développe la partie la plus noble des êtres humains ?

Nous sommes de la même essence que les plantes, les animaux et l'humus, tous issus du big-bang et de la poussière d'étoile.

Vers quelle destinée allons-nous?

Peut-on avancer vers ce qui élève l'humanité? Vers ce qui nous libère de toutes ces pulsions négatives (peurs, haines, discriminations, xénophobies, égoïsmes, stigmatisations, divisions, boucs émissaires, dominations, guerres...) qui émane de nous et qui nous mènent à la désolation ?

Et si nous nous transformions ensemble pour aller vers une humanité réconciliée avec elle-même, en optant pour la bienveillance, la coopération, la solidarité, la fraternité, la générosité, la résilience et le respect du vivant ?

Tout cela dépend de notre façon de regarder, de penser et d'être.

Demain sera à notre ressemblance. Demain sera ce que nous en ferons. Demain commence aujourd'hui.

La meilleure (r)évolution est celle qui commence déjà par soi-même. « Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde » comme disait Gandhi

Aujourd'hui tout s'accélère, transformons « le temps c'est de l'argent », par : «le temps c'est de l'art ». Le plus grand art étant l'art de vivre, celui du vivre ensemble en bonne intelligence et avec du cœur.

En cette période chaotique, où tant de gens sont désorientés, des solutions existent, de nouvelles voies sont explorées, une multitude d'initiatives germent et apparaissent un peu partout. Par réaction à cette crise de société, des personnes de la société civile cherchent des réponses.

Aujourd'hui, trop de souffrances, trop de destructions, trop de violence. La situation est insupportable. Quel monde laisserons-nous à nos enfants ? Quels enfants laisserons-nous à la planète ?

Les solutions existent, chacun de nous est un morceau du puzzle. La mutation est à faire sans tarder.

Que notre démarche et nos actions aillent dans le bon sens.

Il est temps de redécouvrir le « bon sens ».

Les êtres humains sont capables du pire et du meilleur, si nous voulons « que le meilleur gagne ». Sachons donner le meilleur de nous-même.

À chacun de faire sa part pour apporter cette transformation profonde que tous les humains ont tant besoin.

Soyons créatifs, participatifs, imaginatifs. Redonnons de sens et du réenchantement à nos vies ; c'est possible, cela dépend de chacun de nous...

La planète peut pourvoir au besoin de tous mais pas à la cupidité de certains. Gandhi

Vivons simplement pour que d'autres puissent simplement vivre. Gandhi

Les premiers de cordée dont les banques, les multinationales, et les politiques mènent le monde vers où ? Quel monde, quel destin voulons-nous ?

Aujourd'hui nous avançons comme des aveugles, mettons de la lumière dans nos projets, et construisons-les ensembles.

La prédominance de l'éthique et du bien commun

L'éthique pour donner confiance, dans un rapport de respect, d'équité, de transparence et d'honnêteté. Pour donner de la cohérence à la société.

Le bien commun est ce qui fait société.

12/02/2019

MAIRIE DE CARCASSONNE
CABINET
15 FEV. 2019
N° d'entrée... 80332

A Monsieur le Maire

Monsieur
A l'heure "des avances sociales" je viens vous faire ma demande.
Voici le topo dans ses grandes lignes.

Retraité SNCF depuis 19 ans, je perçois la colossale retraite de 1217 euros. Après que les charognards se soient servis je dispose de reste à vivre pour 450 euros. Ça me donne le droit de payer le Bus plein pot malgré que je ne sois pas imposable (tout de même 4500€ de taxe habitation pour un taudis) Comment pouvez vous oser me faire payer les transports soit 30€ par mois

Je demande donc la gratuité des transports.
J'ai 72 ans; suis titulaire d'une carte permanente d'invalidité. Je vis seul avec ma jeune chatte
J'ai une thérapie assez lourde (cœur, vertèbres) plus des soins en dermatologie non remboursés

J'ai droit à des heures de l'APA pour des aides de vie. Hélas je ne peux en utiliser que la moitié.
question pécuniaire, Les 30 euros du transport me permettraient de financer 10 heures de plus d'aide à la vie pour la douche et les courses ce qui me sortirait de ma misère

En espérant être entendu et surtout compris, mais sans trop d'espoir soyez assuré Monsieur le Maire de mes meilleurs sentiments



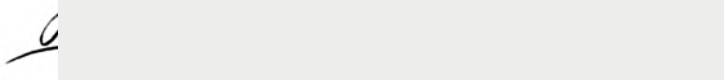
COURRIER	
N°	201901350
DATE	14.02.19A
CABINET	
SEC. GENERAL	
FINANCES/MARCHES	
PERSONNEL	
URB. HABITAT	
POPULATION	
SYST. INFORMATION	
S. COMMERCIAUX/PM	
REGLEMENTATION	
EDUCATION	
SPORTS	
CULTURE	
SERVICE SOCIAL	
S. CIVILE/HYGIENE	
TECHNIQUES	

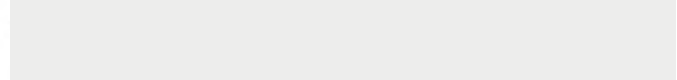
141 (2)

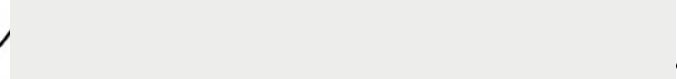
PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

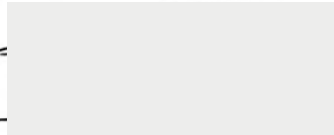
Fiche individuelle de doléances

Nom : 

Prénom : 

Adresse : 

M 000

Date et signature : 14/02/2019 

- plus de justice sociale et donc fiscale
- augmentation des Salaires (S016) Retraites et minimas sociaux, indexés sur le coût réel de la vie.
- Révenir contre les fiscalités ~~sur~~ vers la suppression de la fiscalité indirecte (TVA) vers la fiscalité directe sur tous les revenus notamment financiers
- Suppression de la CSG en remplaçant l'assiette de cotisation sociale

présent en annexe l'ensemble
des revenus financiers.

PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Nom : S

Prénom :

Adresse :

11000 CARCASSONNE

Date et signature :

le 14/02/2019

- Retablissement de l'impôt sur la fortune
- Impôt progressif sur le revenu en augmentant le nombre de tranches
- Prélèvement à la source pour les multinationales qui opèrent en France
- Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité
- Suppression de la CSG, remplacée par des cotisations sociales sur le revenu du capital (revenus financiers)

PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Nom :

Prénom :

Adresse :

Date et signature :

6/2/19

On supprime les annuaires téléphoniques papier à
cause du gaspillage de papier, ce qui est vrai. Mais comment vont
faire tous ceux qui n'ont pas l'usage d'internet !!!
Il faut laisser la possibilité d'obtention de l'annuaire
papier.

Et laisser à ceux qui n'ont pas l'accès à internet
la possibilité de vivre !!!

PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Nom : /

Prénom

Adresse .

11000 Carcassonne.

Date et signature :



- ① La culture de proximités accessible à tous
- ② La lutte contre l'isolement des personnes dépendantes
- ③ La Baisse des Taux de la maison de retraite
- ④ Le revenu des retraités pour toutes les personnes à mobilité réduite
- ⑤ L'accessibilité à des emplois pour les personnes handicapées
- ⑥ La suppression de la dette des personnes en difficulté

UNE maison de la culture
de proximités
entre les generations

des city parc
dans la ville

Aider les entrepreneurs
qui investissent dans
la ville

Associer la ville et
les quartiers et
les Hamlets

dans les projets
culturels
professionnels.

Mieux vivre ensemble

A

Nov. CARCASSONNE

Propositions pour faire des économies

- Suppressions du financement des partis politiques - Très critiqués
- Suppressions du financement des organisations syndicales - Refusés
- Suppressions des avantages fiscaux aux journalistes - Critiqués -

PARTICIPATION AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Nom :

Prénom :

Adresse :

11000 CARCASSONNE

Date et signature :

23.01.2019

Concernant la taxe foncière trop élevée de CARCASSONNE :

ne peut elle pas - à défaut d'être réduite -
être indexée sur les revenus et l'âge ?

Objet : Propositions de sujets dans le cadre du grand débat national

Madame, Monsieur,

En tant que citoyen, je me permets de vous envoyer les propositions qui me tiennent à cœur et que j'aimerais voir abordées à l'occasion du grand débat national dont vous centralisez les thèmes.

Soucieux du sort réservé aux victimes dans la procédure pénale ainsi que la sécurité au quotidien de tous les Français, voilà trois réflexions qui pourraient faire évoluer les droits des parties civiles, rétablir un seuil de sécurité et qui, de fait, participerait au bon fonctionnement de notre justice :

- **Pour que la victime puisse faire appel en cas de relaxe ou d'acquittement**

Il s'agit de créer **un droit d'appel pour les victimes en cas de relaxe ou d'acquittement** du mis en cause devant le tribunal correctionnel, la cour d'assises et le futur tribunal criminel départemental.

Aujourd'hui, ce droit n'existe pas : la victime peut certes faire appel sur ses intérêts civils, **mais elle ne peut pas demander la tenue d'un second procès pénal** qui pourrait aboutir à l'établissement de la culpabilité pénale du mis en cause.

Cette situation est souvent vécue comme un second traumatisme pour la victime. Car une décision de relaxe ne signifie pas seulement que son agresseur présumé est innocenté ; aux yeux de la société, **c'est la victime elle-même qui devient une menteuse potentielle**, ce qui est particulièrement ravageur dans les cas de violences sexuelles, parfois difficiles à prouver matériellement.

Le droit d'appel de la victime en cas de relaxe ou d'acquittement serait en outre le prolongement naturel et cohérent des droits dont bénéficient actuellement les victimes. En effet, la victime déclenche l'enquête en portant plainte, peut passer outre un classement sans suite du procureur par une constitution de partie civile et a la capacité de faire appel des ordonnances de non-lieu du juge d'instruction. **Il est donc tout à fait légitime qu'elle puisse également mettre l'appel en mouvement lorsqu'elle estime que justice n'a pas été rendue.**

- **Pour interdire aux détenus terroristes de solliciter une libération conditionnelle avant au moins les deux tiers de leur peine**

Les méthodes de déradicalisation mises en place peinent encore à obtenir des résultats satisfaisants.

Les détenus radicalisés condamnés pour des faits de terrorisme présentent, pour un certain nombre d'entre eux, des risques importants de récidive. Dans de telles situations, la peine de prison trouve son utilité essentiellement dans son rôle de neutralisation.

Ainsi, un régime spécial d'exécution des peines doit être réservé à ce type de détenus particulièrement dangereux.

Cela s'inspire du régime d'exécution des peines existant en Italie, aux articles 176 et suivants du code pénal transalpin qui allonge pour les terroristes et les mafieux la période à l'issue de laquelle ils sont en droit de solliciter une libération conditionnelle.

- **Pour la suppression des réductions de peine automatiques**

Ces réductions de peine, qui s'élèvent à trois mois la première année et à deux mois les années suivantes, choquent parce qu'il n'est nullement tenu compte, pour en bénéficier, de la « bonne conduite » du condamné. **Elles sont accordées de droit et ne sont retirées qu'en cas de mauvaise conduite caractérisée.**

Ces réductions de peine sont d'autant plus inutiles que les aménagements de peine (accessibles à mi-peine) et les réductions de peine supplémentaires (de trois mois par an) permettent déjà d'encourager les détenus à bien se conduire, à suivre un traitement ou à indemniser leurs victimes.

Je vous remercie par avance pour l'intérêt que vous porterez à ces propositions et espère vivement qu'elles viendront enrichir le débat qu'attendent les Français.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à ma respectueuse considération.

GRANDE CONSULTATION NATIONALE

CONTRIBUTIONS

MAIRIE DE CARCASSONNE CABINET - 3 JAN. 2019 N° d'entrée <u>79857</u>
--

1- PROPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE, SOCIAL ET FISCAL :

- Indexation des pensions sur l'inflation (la non indexation marque pour la première fois depuis la Libération une rupture du principe de solidarité inter-générationnelle)

- Suppression de la non compensation de la hausse de la CSG pour les retraités, peut le cas échéant être envisagé, une hausse modérée (- de 1%) pour être affectée à la prise en charge d'un quatrième risque personne dépendante,

- Rétablissement de la demi-part fiscale des veufs et veuves supprimée sous le gouvernement Fillon en 2008, mesure fiscale la plus injuste depuis la création de l'impôt sur le revenu en 1914,

- Création de nouvelles tranches de l'impôt sur les revenus compris entre 1800 et 6000 euros, afin de diminuer le poids de ce dernier pour ces tranches de revenu.

2- PROPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

- Suppression des Départements ou réduction de leur nombre à l'instar de ce qui avait été envisagé par le plan Debré en 1959

- Un seul niveau d'administration entre les communes et leur structure de coopération, le Maire de la commune la plus importante devant être Président de la structure, Réaffirmation de l'importance et du primat de la commune,

- Clarification des compétences entre l'État et les collectivités territoriales,

- Pas de création d'un Référendum d'Initiative Citoyenne qui ne soit rigoureusement encadré. Il ne doit remettre en aucun cas en cause la démocratie représentative,

Sujet

Mes contributions au Grand débat gouvernemental

Message

1. D'abord maîtriser l'immigration qui progressivement est en train de détruire l'identité et les valeurs de la France et de l'Europe acquises depuis plus de 20 siècles, ...des philosophes grecs à ceux des Lumières au 18^{ème} siècle.
Irresponsable de laisser entrer en France autant d'immigrés alors que l'on compte plusieurs millions de chômeurs et que l'on n'a plus les moyens financiers pour les accueillir correctement.
En revanche une aide internationale pour aider l'Afrique confrontée à une explosion démographique est très souhaitable.

2 . Mettre rapidement en oeuvre les mesures nécessaires pour résorber la dette et le déficit intolérables de la France par une augmentation du temps de travail et le recul de l'âge de la retraite

Doléances

Pouvoir d'achat

Retraites



Il est absolument scandaleux de réduire avec un tel acharnement le **pouvoir d'achat** des retraités :

- Augmentation de l'impôt sur le revenu, intervenue dernière année de Sarkozy, amplifiée de manière outrancière avec Hollande.
- Et, maintenant, avec Macron, réduction des pensions avec l'augmentation de la CSG, et par ailleurs, progression dérisoire, pratiquement figée pour les prochaines années, puisque non indexée sur l'évolution du cours de la vie.
- La suppression de l'augmentation de la CSG à certains, parfait ; mais pourquoi créer des catégories, ceux qui n'en bénéficient pas, sont-ils des pestiférés ? à moins que diviser pour régner, ne soit l'astuce trouvée par nos gouvernants pour casser le mouvement des mécontents !

Tout cela est injuste rapproché au train de vie que mènent notre Gouvernement et tous nos dirigeants. C'est absolument **inacceptable** et révoltant !

Il y a quelques mois, le Président a remercié les retraités ... mais remerciés de quoi ? ... pour une action imposée et non acceptée ? !!! C'est plutôt moqueur et provocateur.

Petits salaires

- 100 €uros d'augmentation du SMIC ! cela ressemble à l'aumône faite aux mendiants ou au croûton de pain jeté au chien qui rôde devant votre porte. C'est bien trop insignifiant pour des gens qui travaillent (il faut que le travail paye, dites-vous). Mais là aussi, il est une injustice criante quand on sait que bien d'autres sans trimer sont bien mieux lotis. Il n'est pas question de polémiquer, mais tout simplement de pratiquer une justice sociale.
- Les petits artisans, eux aussi, méritent plus d'égard ; ils sont un chaînon important dans l'économie du pays.

Train de vie de l'Etat

- Une remise en cause est souhaitable et urgente. Que d'avantages à revoir ! il existe la possibilité d'obtenir une réduction conséquente de dépenses improductives voire gaspillées.
- Un sérieux examen de conscience s'impose.
- Par exemple : est-il nécessaire d'avoir autant de députés pour nous représenter (aussi mal) ? Un seul représentant par département pourrait amplement suffire s'il se donnait à fond au mandat accordé par ses électeurs.
- REFLECHISSEZ-Y ... il y a beaucoup d'argent à économiser de ce côté-là.
- Autre sujet contestable : la représentativité réelle des votes obtenus ; bien sûr, il n'est pas du tout souhaitable de revenir aux confusions de la IVème, mais il n'est pas démocratique non plus que les voix d'un trop grand nombre d'électeurs s'évaporent.

Les gilets jaunes

- Ecoutez ceux qui sont sérieux (pas les casseurs ou les excités) ; ceux qui portent des réclamations de bon sens et de justice sociale. Ils ont raison de continuer.

11000 Carcassonne

Monsieur Le Président Emmanuel MACRON

Je suis né le 12 août 1941 à Bordeaux (33), J'ai donc 77 ans et je suis conjoints-coopérateurs de Madame [REDACTED] et nous sommes les père et mère de trois enfants et de six petits-enfants, je touche une retraite de 671 par mois je travaille depuis l'âge de 16 ans, je n'ai jamais comptabilisé mes heures de travail, j'ai la chance d'être encore en bonne santé et de continuer de travailler tous les jours.

Je suis ancien-président national de la défense des artisans forain CID EUROPE à ce titre j'ai été reçu à l'Assemblée nationale, au ministère de l'Intérieur et au ministère du commerce et de l'artisanat à différentes époques.

Suggestions de réformes

- 1) Rétablir l'impôt sur la fortune et surtaxer les plus riches et chasser l'évasion fiscale
- 2) Abaisser les rémunérations des élus tous grades confondus
exemple : 3000 euros pour tous les députés sénateurs plus une prime de déplacement contre justificatif, 4000 euros pour les hauts-fonctionnaires avec les mêmes avantages que les élus, 5000 euros pour les ministres et secrétaires d'état avec les mêmes avantages et les véhicules de fonctions doivent être attribués ainsi que les protections rapprochées par un organisme désigné par les députés de l'assemblée nationale toutes tendances confondues tenant compte de l'économie nationale, les maires des communes de France doivent être rémunérés. Comment les hauts fonctionnaires plus une prime en fonction du nombre d'habitants de leur commune.
- 3) Rendre le vote obligatoire en tenant compte des votes blancs et instaurer le vote à la proportionnelle intégrale pour rétablir la vraie démocratie
- 4) Interdire tous privilèges quels qu'ils soient à tous les fonctionnaires et élus de tous bords afin que soit rétabli la vraie démocratie envers le peuple de France

- 6) Stopper immédiatement la prolifération des grandes surfaces qui font des bénéfices énormes aux détriments du petit commerce de proximité. Surtaxé les publicités énormes que se permettent de publier les grandes surfaces. On s'aperçoit que les boîtes aux lettres de tous les habitants de France sont bourrées tous les jours de papiers publicitaires qui vont directement à la poubelle quel gâchis !
- 7) Arrêter immédiatement l'entrée des immigrés nous n'avons plus les capacités de nourrir tous les pauvres de la terre. Nous n'arrivons pas à nourrir les nécessiteux de notre pays nous constatons malheureusement que la plupart des immigrés sont des personnes de types masculin de 16 à 30 ans qui au lieu de défendre leur pays s'expatrient France en croyant à l'eldorado que l'on leur fait miroiter.
- 8) Rendre obligatoire le paiement de l'impôt en France à tous les acteurs, footballeurs, chanteurs, autres personnalités françaises qui ont une grande notoriété et qui vont habiter (fictivement) dans les pays où ils n'ont pas d'impôts à payer ça s'appelle aussi l'évasion fiscale.
- 9) Arrêter de prodiguer des soins ou des interventions chirurgicales et médical gratuitement à tous ces chefs d'Etats étrangers qui coûte très cher à notre société et pourchasser tous ces gens qui touchent des indemnités ou des allocations qui ne vivent pas en France et même à des retraités qui n'ont jamais travaillé en France.

Je soutiens l'action des gilets jaunes mais je suis absolument contre toutes forme de violences et vous demande de lire mes suggestions attentivement merci.

Cordialement, Mr

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a loop at the end and a smaller loop above it.

9/01/2019 12:34

doo.fr>
.fr



relèvement de l'abattement des droits de succession

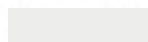
faire payer a tous les Français un impôt au prorata de leur revenu

Ralentir fortement l'immigration

Appliquer une justice plus sévère a tous les délinquants

Réduire les privilèges exorbitants de certains hommes politiques lors de leur retraite de Président de la République ou Premier ministre

rétablir la limitation de vitesse a 90 Km



Un document impossible à
anonymiser n'est pas publié

GRANDE CONSULTATION NATIONALE

CONTRIBUTIONS



1- PROPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE, SOCIAL ET FISCAL :

- Indexation des pensions sur l'inflation(la non indexation marque pour la première fois depuis la Libération une rupture du principe de solidarité inter-générationnelle)
- Suppression de la non compensation de la hausse de la CSG pour les retraités, peut le cas échéant être envisagé ,une hausse modérée (- de 1%) pour être affectée à la prise en charge d'un quatrième risque personne dépendante,
- Rétablissement de la demi-part fiscale des veufs et veuves supprimée sous le gouvernement Fillon en 2008, mesure fiscale la plus injuste depuis la création de l'impôt sur le revenu en 1914,
- Création de nouvelles tranches de l'impôt sur les revenus compris entre 1800 et 6000 euros, afin de diminuer le poids de ce dernier pour ces tranches de revenu.

2- PROPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

- Suppression des Départements ou réduction de leur nombre à l'instar de ce qui avait été envisagé par le plan Debré en 1959
- Un seul niveau d'administration entre les communes et leur structure de coopération ,le Maire de la commune la plus importante devant être Président de la structure, Réaffirmation de l'importance et du primat de la commune,
- Clarification des compétences entre l'État et les collectivités territoriales,
- Pas de création d'un Référendum d'Initiative Citoyenne qui ne soit rigoureusement encadré. Il ne doit remettre en aucun cas en cause la démocratie représentative ,

Comment peut-on être débile mental au point d'associer
"débat" et "démocratie" ?

Le débat, c'est inquisition, contestation, dénonciation.

La démocratie, c'est liberté de penser et respect,
en l'absence d'idées vraies.

Non à la confession publique et au racolage odieux.

La démocratie, c'est l'isolement.

$1 + 1 = 2$ (numération décimale)

$1 + 1 = 10$ (numération binaire)

Débat ?

"Grand Débat National" 2019

% Carcassonne 6 février 2019

Trois choses :

- ① Carcassonne est une ville très pauvre qui a peu de moyens apparemment. Pourtant elle reçoit et accueille chaque année (nous dit-on) des milliers / de millions ? visiteurs. Où va l'argent ???
C'est une question que je me pose depuis mon arrivée ici. (15 ans!)
→ Réponse ?

- ② Suggestion: il y a beaucoup (trop) de chiens sur la commune et sur l'agglomération. Ils ne cessent de salir trottoirs et espaces publics. Je propose une TAXE

spécifique sur les chiens (sauf, bien entendu, chiens d'aveugles). Les statistiques montrent qu'en moyenne un propriétaire de chien dépense 800€ par an pour le bien être de son animal.....

③ Suggestion: Pour les services tels que eau / gaz / électricité / assurance auto etc... nous payons un tarif d'après notre consommation ou nos risques. Je propose qu'il en soit de même pour la collecte des déchets: on paie un barème selon la taille de la poubelle!! Ainsi on incitera les gens à faire plus attention, à éviter les déchets, à surconsommer des emballages etc... etc... Cela se pratique dans plusieurs villes ou pays européens ou ailleurs.

En avant, Carcassonne!

CONTRIBUTION AU GRAND DEBAT NATIONAL

*****La première cause de la crise est un sentiment justifié d'inégalités qui doit être entendu. La réponse à 10 milliards donnée début décembre ne doit pas tomber dans l'oubli. En même temps que le rendu du grand débat voilà une occasion d'évaluer l'impact de ces mesures, en remettant dans le jeu les Partis Politiques, les organisations Syndicales et les Associations sur deux sujets majeurs ,Social et Fiscalité, et Consommation(propositions UFC)

Social

Mener une concertation permanente avec les partenaires sociaux pour évaluer en transparence les effets des réformes telles Plan pauvreté, mesures telles que le CICE, sur l'apprentissage, les contrats courts, sur la réforme des retraites, etc. Afficher l'objectif de relever dans le quinquennat les petites rémunérations, les petites retraites. Mise en place d'un revenu universel conditionnel . Mais l'Etat et les collectivités ont aussi l'obligation de proposer de nouveaux métiers, de vraies formations.

Fiscalité

La même méthode de concertation et de transparence, en préparation d'une Loi sur la fiscalité.

Fiscalité nationale : abaisser les taux de TVA sur des produits de première nécessité, l'augmenter pour compenser sur certains produits de luxe. ISF, conditionner la suppression à un investissement réel dans l'économie qui justifie alors la mesure(proposition Cesarini) Niches fiscales, publier largement la liste en transparence sur justifications.

Fiscalité Ecolo. Ne pas impacter les produits qui touchent indifféremment riches et pauvres, urbains et ruraux...Privilégier actions sur habitat

Fiscalité Locale. TH est un impôt injuste, ok pour suppression totale. Foncier, trop d'inégalités d'une commune à l'autre, sans lien avec la richesse de celles-ci, ni sur les revenus du propriétaire et leur évolution.

Discrédit du politique

*Une réalité. A ne pas nier. Y répondre par des mesures attendues mais symboliques : suppression des avantages des ex-Présidents, de toutes formes d'avantages obscurs des Députés et Sénateurs, retraites, prêts, deuxième enveloppe , diminution du nombre de parlementaires avec dose de proportionnelle, plafonnement de toutes les indemnités des élus locaux, y compris syndicats et organismes divers, etc

*****Mais pour y répondre vraiment, il faut d'abord établir que la crise qui émerge aujourd'hui trouve son origine dans des causes plus profondes : C'est le moment de constater les dégâts provoqués par d'anciennes politiques de ségrégation sociale et territoriale qui ont produit une société d'individualisme, d'où les frustrations ne pouvaient qu'exploser. Nous y sommes et profitons en pour inventer une société meilleure.

***Par une LOI sur La DEMOCRATIE PARTICIPATIVE** qui doit révolutionner la politique. A tous les échelons de la Nation on instaure l'obligation de concertation organisée. Les Parlementaires testent sur le terrain les projets de Loi, l'Etat a obligation de débat pour tout projet type ADP, Bure, Autoroutes, en pouvant aller jusqu'au vote. De même pour les Collectivités sur leurs Orientations budgétaires, obligation de créer un budget participatif, de consulter sur tout projet. Bref, à tous les niveaux, on propose aux citoyens d'être acteurs.

***Par une grande réflexion nationale sur la Société que nous voulons**, confiée dans un premier temps à une commission d'intellectuels, d'urbanistes, relayée au plus près des territoires. Il s'agit de constater que les politiques d'urbanisme depuis 50 ans ont brisé tout lien social. Il faudrait réinventer des villes où les gens se rencontrent, avec des commerces, des services publics de proximité. Il faudrait réinventer des territoires ruraux qui eux aussi se modernisent sans se sentir dépouillés des services.

En répondant concrètement aux attentes exprimées, le Président de la République va retrouver un lien fort avec le peuple français. En s'engageant sur ces deux voies en rupture totale avec la vie politique, il sera le Président ayant compris les racines du mal, celui qui aura mis la France sur une voie nouvelle, pour de longues années

Sans oublier L'Avenir de la Planète

Les sujets précédents relèvent du « conjoncturel et de l'éphémère » au regard du risque qui menace la planète à court terme. Conscients que la France seule ne la sauvera pas, soyons au moins exemplaires et concluons ce débat par des engagements forts dans le domaine écologique auxquels nous nous tiendrons, en attendant que les autres pays nous rejoignent.

PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Nom :

Prénom :

Adresse :

11000 CARCASSONNE

Date et signature : 28-01-2019.

+ EGALITE DEVANT L'IMPOT ET LES TAXES

Quand pour une taxe ou un impôt il y a des
seuils, ceux-ci doivent être appliqués à l'ensemble
des contribuables pour éviter de créer une injustice
et les ressentiments qu'elle engendre

Exemple CSG sur les retraites -

CSG nulle jusqu'à 2000 € mais CSG applicable
au 1^{er} € au dessus -

Résultat à 2001 € de retraite les revenus seront inférieurs
à ceux de 1950 € -

Solution évidente pour respecter l'égalité devant l'impôt

CSG mille jusqu'à 200 € par tous et taxation au dessus de ce seuil.

- Cette pratique devrait être applicable pour tous les impôts et taxes si l'on veut être équitable et se prévaloir de l'égalité devant l'impôt.

- IMMIGRATION

Quotas avec prescription annuelle des profils professionnels souhaités ainsi que l'origine géographique ce qui faciliterait l'intégration à la société française si il y a adhésion à ses valeurs.

- LIBERTÉ INDIVIDUELLE

L'état doit préserver en toutes circonstances la libre circulation des personnes ainsi que le droit de travailler.

Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
 - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
 - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
 - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
 - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
 - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
 - Introduire le scrutin proportionnel,
 - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
 - Prendre en compte le vote blanc.

b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
 - Par l'augmentation des petites retraites,
 - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
 - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
 - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
 - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
 - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
 - Le rétablissement de l'ISF,
 - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
 - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
 - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
 - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
 - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
 - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
 - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
 - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
 - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
 - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
 - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
 - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
 - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
 - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
 - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.
- Dans le domaine de la formation :
 - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
 - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

d. Une forte sensibilité aux questions environnementales

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
 - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
 - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.
- Puis la préservation du vivant :
 - Par davantage de lois,
 - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
 - Réduire les déchets,
 - Reboiser.
- Sur l'énergie :
 - Taxer les pollueurs,
 - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
 - Réfléchir à l'impact des éoliennes.